

ne s'agit pas d'une priorité actuelle des programmes, quand 85% pensent que cela devrait pourtant l'être ;

- **L'idée d'associer les personnes en situation de précarité à l'élaboration des politiques sociales qui les concernent est jugée positivement par sept Français sur dix**, et suscite une adhésion particulièrement forte auprès des personnes déclarant avoir été récemment en situation de précarité (82%).

Dans le détail :

Plus de quatre Français sur dix (41%) déclarent avoir été confrontés à une situation de précarité au cours des trois dernières années, que ce soit pour eux-mêmes (20%), et/ou pour un proche (34%)

En portant un regard introspectif sur leur propre situation, **20% des Français ont le sentiment d'avoir connu une période de précarité au cours des trois dernières années, c'est-à-dire une situation de grande difficulté matérielle, à la suite par exemple d'un licenciement, d'une séparation, d'une maladie...** Rappelons qu'il s'agit ici d'un regard subjectif porté par les Français sur leur situation personnelle, et que cette autoévaluation ne repose pas sur des critères objectifs extérieurs.

Le sentiment de précarité est cependant largement corrélé à la situation financière des répondants, puisque les catégories de population se disant les plus concernées par une situation de précarité sont issues de foyers dont les revenus mensuels nets sont les plus faibles : **près des deux tiers (64%) des Français appartenant à des foyers dont les revenus mensuels nets sont inférieurs à 1 200€ et plus d'un quart (28%) de ceux dont le foyer gagne entre 1 200€ et 2 300€ nets par mois ont le sentiment d'avoir rencontré une période de précarité** au cours des trois dernières années, alors que cette opinion n'est partagée que par moins de 5% des personnes issues de foyers dont les revenus mensuels nets sont supérieurs à 3 500€. Notons également que **les femmes ont davantage le sentiment d'avoir été directement confrontées à la précarité que les hommes** (23% contre 17%), **ce qui s'explique probablement par les inégalités de revenus réelles entre les sexes** – revenus dont on a vu qu'ils structuraient le sentiment de précarité ressenti par les individus.

En portant un regard plus large sur l'occurrence de la précarité dans leur entourage, **un Français sur trois (34%) déclare avoir identifié une situation de précarité chez au moins un de ses proches** au cours des trois dernières

années. Une nouvelle fois, les personnes qui se déclarent le plus en contact indirect avec la précarité sont issues des foyers aux revenus mensuels les plus faibles (59% quand ces revenus sont inférieurs à 1 200€ nets, 38% quand ils sont compris entre 1 200 et 2 300€ nets). Soulignons que **parmi les Français déclarant avoir vécu eux-mêmes une situation de précarité, près des deux tiers (64%) déclarent en parallèle avoir identifié cette difficulté chez un de leurs proches.**

Au global, plus de quatre Français sur dix (41%) déclarent avoir été confrontés à une situation de précarité au cours des trois dernières années, que ce soit directement ou par le biais d'un proche. Au sein des foyers dont les revenus mensuels sont inférieurs à 1 200€ nets, ce sont même près de huit répondants sur dix (78%) qui disent avoir été mis face à cette situation depuis 2009. De façon globale, notons que le ressenti de précarité, pour soi-même ou pour son entourage, est sensiblement plus fréquent en province (43% au global) qu'en région parisienne (33%).

Une majorité des Français juge insuffisante la place accordée à la lutte contre l'exclusion et la précarité dans le programme des candidats pour l'élection présidentielle de 2012

Une large majorité de Français a le sentiment que la lutte contre la précarité et l'exclusion ne fait pas partie aujourd'hui des priorités des programmes des différents candidats à l'élection présidentielle : c'est l'avis partagé par 77% des personnes interrogées, dont près d'un quart (24%) juge même que cela n'est « pas du tout » une priorité des programmes des candidats, quand seulement un Français sur cinq (20%) estime que la lutte contre la précarité et l'exclusion est traitée comme une priorité dans les programmes des candidats. Ce diagnostic diffère sensiblement selon la proximité politique, puisque **les sympathisants de Gauche sont encore moins nombreux que la moyenne à juger que les candidats ont accordé jusqu'à maintenant une place prioritaire à la lutte contre la précarité et l'exclusion** (17% adhère à cette opinion, pour 20% en moyenne), tandis que **les sympathisants de Droite sont un peu plus nombreux que la moyenne – quoique toujours minoritaires – à estimer que ce thème est d'ores et déjà une priorité des programmes des candidats** (35%).

Pourtant, **plus de huit Français sur dix (85%) attendent des candidats qu'ils fassent de la lutte contre la précarité et l'exclusion une des priorités de leur programme**, dont plus du tiers (36%) jugent même que les

candidats devraient « tout à fait » en faire une priorité². **Cette attente semble relativement consensuelle – elle est exprimée par plus des trois quarts des répondants quelle que soit la catégorie observée –**, même si elle recueille un soutien un peu plus fort auprès des sympathisants de Gauche (93%) qu’auprès de ceux de Droite (80%).

L’idée d’associer les personnes en situation de précarité à l’élaboration des politiques sociales les concernant est jugée positivement par sept Français sur dix, et suscite une adhésion particulièrement forte auprès des personnes ayant le sentiment d’avoir déjà été dans une situation de précarité

Enfin, les Français portent un regard largement positif, même si plutôt mesuré, sur une initiative visant à « humaniser » l’élaboration des politiques sociales concernant la précarité. Ainsi, **sept Français sur dix (70%) estime que ce serait une bonne chose d’associer les personnes en situation de précarité à l’élaboration des politiques sociales qui les concernent**. Soulignons néanmoins que cette proposition suscite des jugements nuancés, puisque seuls 16% estiment qu’il s’agirait d’une « très bonne chose » (pour 54% « assez bonne chose »), quand 5% jugent au contraire que cela serait une « très mauvaise chose » (pour 20% « assez mauvaise chose »). Cette faible intensité des réponses peut sans doute s’expliquer par la difficulté qu’éprouvent actuellement les répondants à se représenter concrètement comment les personnes concernées pourraient être associées au processus d’élaboration de politiques sociales. Emettons en outre l’hypothèse que cet accueil favorable au fait d’associer des citoyens concernés à ces politiques traduit sans doute en creux une forme de défiance à l’égard de responsables politiques, plus perçus que par le passé comme éloignés des réalités quotidiennes vécues par les Français.

Dans le détail, **ce principe d’association des personnes en situation de précarité à l’élaboration des politiques sociales qui les concernent séduit particulièrement les sympathisants de Gauche** (85% bonne chose), tandis que les sympathisants de Droite se montrent plus mesurés, même si majoritairement favorables (58% bonne

² Ce chiffre entre en résonance avec les priorités désignées par les Français dans notre sondage Harris Interactive pour RTL, où les trois attentes principales des Français se concentraient sur l’action socio-économique du gouvernement : 77% des Français estiment que le chômage devrait constituer un dossier prioritaire pour 2012 ; 66% considèrent également que le système social français (santé, retraites...) devrait constituer une priorité ; la troisième réponse la plus citée étant le pouvoir d’achat (65%).

